



ACTUALITÉS

Les Cris obtiendront
1,4 milliard d'Ottawa

Page A 3



PROCHE-ORIENT

Olmert dévoile des mesures
pour soutenir Abbas

Page A 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 158

LE MARDI 17 JUILLET 2007

88c + TAXES = 1\$

Combattre en Afghanistan après 2009? C'est non, affirme Harper

Le Canada devra recevoir une mission différente, dit-il

Le vent tourne. Après avoir maintenu la ligne dure depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre Stephen Harper a adouci deux fois plutôt qu'une sa position sur la mission en Afghanistan. Il est maintenant de plus en plus clair que le Canada mettra fin en 2009 à sa mission de combat dans ce pays instable. Et le départ vers Kandahar des soldats de Valcartier n'est pas étranger au changement de direction.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La nouvelle est passée complètement inaperçue, puisque Stephen Harper a réservé ses commentaires à une radio locale de Calgary, dans son fief albertain. Interrogé le 10 juillet dernier sur son désir de poursuivre la mission de combat actuelle au-delà de février 2009, Stephen Harper a répondu un «non» sans équivoque. «Je pense que si on reste en Afghanistan après 2009, les Canadiens s'attendent à ce que l'on ait une nouvelle mission, a-t-il dit. Les Canadiens sont assez clairs: si on reste après 2009, il faudra avoir une certaine évolution [dans la mission].»

Le premier ministre a répété qu'il faudrait un «certain consensus» à la Chambre des communes pour poursuivre la mission et qu'un vote sera éventuellement tenu. Stephen Harper a également soutenu que l'OTAN pouvait encore faire mieux en Afghanistan. «La vérité, c'est que l'OTAN ne met toujours pas suffisamment de soldats sur le terrain pour apporter une stabilité permanente à l'Afghanistan. Les Canadiens sont assez clairs, ils veulent un partage du fardeau plus équitable», a-t-il dit sur les ondes de la radio de Calgary. Le bureau du premier ministre a refusé la demande d'entrevue de *Devoir* sur le sujet.

Ces propos du premier ministre représentent un sérieux changement de cap. Encore ce printemps, lors de sa visite à des soldats canadiens à Kandahar, Stephen Harper avait soutenu qu'il ne fallait pas fixer une date arbitraire de retrait des troupes. Il n'était pas non plus question d'une réorientation de la mission. «Vous savez que votre travail n'est pas achevé, avait-il dit aux militaires sous un soleil de plomb typique du sud afghan. Vous savez que nous ne pouvons pas simplement rendre les armes et espérer que la paix viendra par elle-même. Vous savez que nous ne pouvons pas fixer des délais

VOIR PAGE A 8: COMBATTRE



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les premiers soldats partis de Valcartier dimanche sont descendus d'avion aux premières lueurs du jour, ce matin, à Kandahar, en Afghanistan.

À Kandahar, sans illusions

Un premier groupe de soldats du Royal 22^e Régiment de Valcartier a débarqué au petit matin

CLAUDE LÉVESQUE

Kandahar — Un premier groupe d'un peu plus de cinquante soldats québécois du Royal 22^e Régiment de Valcartier ont atterri tôt ce matin sur la base militaire de Kandahar, près du chef-lieu de la province homonyme, l'une des plus agitées du sud de l'Afghanistan.

Environ 2000 autres «Vandoos», comme les Canadiens anglais appellent familièrement les membres de ce célèbre régiment québécois, les rejoindront d'ici un mois, selon un calendrier qu'on garde secret pour des raisons de sécurité.

Les quelques militaires interrogés à leur descente d'avion se disent bien préparés pour leur nouvelle mission, malgré les risques qu'elle comporte. «Je ne suis pas inquiet», a déclaré le capitaine Patrick Hannan, qui s'est porté volontaire pour cette mission. Ça fait quasiment un an qu'on se prépare. On suit les renseignements qu'on reçoit du théâtre [des

opérations], ce qui fait beaucoup de lecture.»

L'officier, qui ne veut pas dire dans quel genre de situation de combat il pourrait se retrouver (secret défense), s'attend «à ce que les talibans soient bien préparés». «Il ne faut jamais sous-estimer son ennemi, a-t-il rappelé. Mais les opérations de combat ne sont qu'une partie de notre entraînement. Notre plus grand défi consistera à concilier la reconstruction et le développement avec les opérations de sécurité.»

«Si la population voit les bienfaits de notre mission, elle sera moins portée à donner refuge aux talibans», a-t-il encore avancé.

«Je ne m'attends à rien de plus que ce pour quoi nous avons été préparés», a dit pour sa part le sergent Jonathan Desmarais, qui sera affecté à l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar, un groupe civilo-militaire qui a réalisé et sécurisé plusieurs projets de développement.

Les opinions sont partagées sur la question de savoir si la présence des «Vandoos» aidera à faire accep-

ter une mission de plus en plus impopulaire, surtout au Québec.

«Je suis convaincu que oui», a dit le capitaine Jérémie Émond. Nous avons fait une grosse campagne d'information auprès des Québécois ce printemps.»

«Non, cela ne fera aucune différence, nous sommes tous des soldats», a au contraire tranché le sergent Jonathan Desmarais.

Les soldats arrivés ce matin prennent le relais de leurs collègues de la base de Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Quand ils seront tous arrivés, ils constitueront le gros du contingent militaire canadien en Afghanistan.

Le fait que les militaires de Valcartier soient des francophones dans un environnement où la langue de communication est l'anglais ne devrait rien changer sur le terrain, selon le lieutenant colonel Jean Trudel, chef d'état-major de la Force opérationnelle

VOIR PAGE A 8: KANDAHAR

ÉCONOMIE

Propriété étrangère: le cri d'alarme de Gordon Nixon

Le président de la Banque Royale dénonce l'inertie d'Ottawa dans ce mouvement de transfert de la propriété en des mains étrangères. Le Canada a déjà perdu sa sidérurgie et son exploitation minière. Si rien n'est fait, il ne restera plus d'entreprises canadiennes au rang des chefs de file mondiaux au tournant de 2030. Mais Ottawa est indifférent à cette transformation, déplore Gordon Nixon, qui interpelle, au passage, les grandes caisses de retraite.

Alcan, Inco, Falconbridge, Dofasco, Algoma Steel, Domtar, ATI, Masonite, Moore, Four Seasons, Seagram, Hiram Walker... De 2001 à 2005, 455 entreprises canadiennes sont passées en des mains étrangères, pour un prix total de 137 milliards \$US en cinq ans.

■ À lire en page B 1



MARK BLINCH REUTERS

Le président de la Banque Royale, Gordon Nixon

INDEX

7	8313 00065		
1	8		
Annances.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 6
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 6
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 5
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



ROBERT FRÉCHETTE ARK

Le cratère des Pingualuit, joyau du parc national du même nom dont l'ouverture est prévue en novembre.

NUNAVIK

Un joyau bleu offert au public

Premier parc septentrional à être créé au Québec, le parc des Pingualuit est, pour l'instant, le seul parc national du Nunavik. Parmi une foule d'autres attraits, il renferme un cratère de météorite, l'un des plus jeunes et des mieux conservés au monde. Son ouverture, le 1^{er} novembre 2007, le mettra face à un nouveau défi: préserver la beauté et la fragilité des lieux tout en ouvrant la porte au développement. Dernier texte d'une série de trois.

LISA-MARIE GERVAIS

Kangiqsuaq, au nord du 61^e parallèle — Vu du ciel, c'est un joyau de terre serti d'or bleu. Une étendue rocheuse, mêlée tantôt de terre, tantôt de glace... même en juin. Petites taches blanches sur ce terrain hostile, des bébés caribous et leurs mamans, agglutinés en troupeau, ont l'air de galoper vers l'infini. Sur des kilomètres, il n'y a pas âme qui vive. C'est la fin du monde à perte de vue.

Soudain, au cœur de ce paysage lunaire se dresse un oeil de cristal d'une étonnante pureté. «Le voici», se

contente de dire le pilote de l'hélicoptère à ses passagers, comme pour éviter de briser le charme. C'est lui, le fameux cratère des Pingualuit («Là où la terre se dresse»). Cet immense trou béant est un cercle presque parfait de 3,4 kilomètres de diamètre, le résultat de la chute d'une météorite venue de quelque part entre Mars et Jupiter, il y a 1,4 million d'années. Ça a fait bang. Environ 8500 fois plus fort que la bombe d'Hiroshima.

Originaire du petit bled de 500 âmes à côté du parc, le gardien du parc, Jaaka Jaaka, a grandi en semi-nomade, foulant la terre des Pingualuit au gré des saisons.

VOIR PAGE A 8: JOYAU

IRAQ

85 morts dans un double attentat à Kirkouk

L'attaque risque de relancer les tensions ethniques entre Kurdes, Arabes et Turcomans

Un double attentat au camion et à la voiture piégés a fait au moins 85 morts et 180 blessés hier sur un marché de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, rapporte la police, selon laquelle ce bilan pourrait s'alourdir.

Au sud de Bagdad, où cinq soldats irakiens ont été tués par une bombe, 8000 militaires américains ont lancé une nouvelle opération contre les activistes d'al-Qaïda.

À Kirkouk, des corps ont été projetés sur toute l'étendue du marché, plusieurs dizaines de véhicules ont pris feu et les passagers d'un autobus, pris au piège, ont été brûlés vifs. L'attentat suicide au camion piégé a été commis non loin d'un bureau de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), parti du président irakien Djalal Talabani. La voiture piégée a été mise à feu quelques minutes plus tard, dans le quartier commerçant d'Iskan, près d'un dépôt d'autobus.

Peu après, une autre voiture piégée explosait dans le sud de la ville, tuant un policier et en blessant quatre autres. Un quatrième véhicule piégé a également été découvert et sa charge explosive désamorcée.

La ville multiethnique de Kirkouk était jusqu'à maintenant considérée par les autorités américaines et irakiennes comme un espoir pour la capitale, Bagdad, avec un niveau de violence jugé relativement modéré. Mais l'explosion d'une voiture piégée, dans la troisième ville du pays, riche en ressources pétrolières, risque de relancer encore les tensions ethniques entre Kurdes, Arabes et Turcomans.

VOIR PAGE A 8: KIRKOUK

LE MONDE

Israël dévoile des mesures pour aider le président palestinien

Tête-à-tête Olmert-Abbas

Bush appelle à la tenue d'une conférence internationale

Mahmoud Abbas s'est entretenu durant deux heures hier, à Jérusalem, avec Ehoud Olmert au sujet de mesures d'apaisement prises par le chef du gouvernement israélien pour renforcer le président palestinien par rapport au Hamas, qui contrôle Gaza depuis le mois dernier.

Israël compte notamment libérer 250 détenus palestiniens, appartenant pour la plupart au Fatah d'Abbas. La liste définitive sera revue par un comité ministériel aujourd'hui et, passé un délai de recours juridique de 48 heures, les premières libérations pourraient intervenir vendredi.

Saëb Erekat, conseiller du président palestinien, a précisé de son côté qu'Abbas avait une nouvelle fois réclamé la libération de Marouane Barghouti, chef du Fatah pour la Cisjordanie, considéré comme le symbole de la nouvelle génération de leaders palestiniens modérés. Tenu par Israël pour le chef clandestin des Brigades des martyrs d'al-Aksa, Barghouti purge une peine de prison à vie pour avoir commandité des attentats anti-israéliens, et l'Etat juif s'est refusé jusqu'à présent à le gracier.

Le gouvernement Olmert a annoncé son intention de lever l'ordre de tuer ou capturer 180 autres activistes recherchés, des membres des Brigades d'al-Aksa, qui se sont engagés par écrit à re-

noncer à utiliser la violence contre l'Etat juif.

En remettant en selle un mouvement nationaliste mis en déroute le mois dernier par les miliciens armés du Hamas à Gaza, le gouvernement israélien entend aider Abbas à mettre au pas le mouvement islamiste en Cisjordanie, pour ne pas que ce territoire se transforme en un nouveau Gaza.

Les deux hommes ont aussi évoqué les moyens de s'avancer vers une solution définitive prévoyant la cohabitation d'un Etat palestinien au côté d'Israël.

Mais, pour le moment, Olmert, affaibli depuis la guerre du Liban et incertain quant à l'avenir de Gaza, répugne à s'engager dans des discussions sur les questions de fond comme le statut de Jérusalem, les futures frontières de l'Etat palestinien et le problème du retour des réfugiés.

Les sommets Abbas-Olmert se déroulent désormais sur une base régulière, à l'instigation des Etats-Unis.

George W. Bush a appelé hier à la tenue d'une conférence internationale à l'automne pour relancer les pourparlers de paix au Proche-Orient, a demandé aux Palestiniens de choisir Mahmoud Abbas et a dénoncé le Hamas.

«Les participants-clés à cette réunion seront les Israéliens, les Palestiniens et leurs voisins dans la ré-



Ehoud Olmert (à gauche) et Mahmoud Abbas, hier à Jérusalem.

gion», a-t-il dit, en précisant que la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, la présiderait.

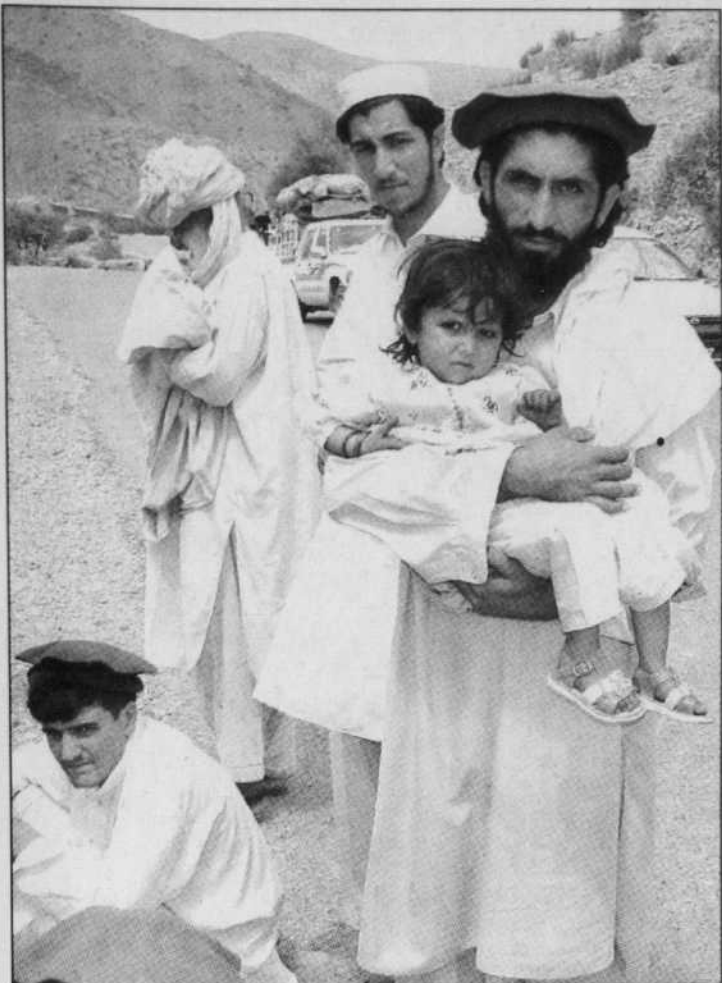
«Le lancement d'une initiative par la Ligue arabe a représenté un premier pas bienvenu» et «les pays arabes devraient donner suite à cette initiative en mettant fin au mythe selon lequel Israël n'existe pas, en mettant un terme aux incitations à la haine dans leurs médias et en envoyant des ministres en Israël», a-t-il souligné.

Israël s'est aussitôt félicité de cet appel à une conférence internationale, selon un porte-parole du

premier ministre israélien, Ehoud Olmert. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a pour sa part déclaré être favorable à une telle rencontre.

George W. Bush a aussi demandé au Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza, de renoncer à la violence, de reconnaître la légitimité d'Israël et le «gouvernement légitime palestinien». «Un Etat palestinien ne sera jamais créé par la terreur», a-t-il ajouté.

Agence France-Presse et Reuters



THIR KHAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Des Pakistanais du Waziristan attendent le transport près de Miranshah.

Les zones tribales du Waziristan

Vivre dans la peur des talibans

Au nord-est du Pakistan, les étudiants en religion repartent à l'offensive

CÉLIA MERCIER

Tank, Pakistan — «C'est une zone de guerre», murmure un chauffeur de minibus, «la situation est imprévisible». Des talibans dans un véhicule aux vitres teintées passent à vive allure dans le bazar de Tank sans s'arrêter. Située à la lisière de l'agence tribale du Sud-Waziristan, une province dans le nord-est du Pakistan, Tank subit les assauts des étudiants en religion installés dans les zones montagneuses semi-autonomes en bordure de la frontière afghane.

A quelques centaines de mètres de Tank, au bout d'une piste à travers champs, un petit village chiite vit dans la peur. «Nous sommes la seule communauté chiite dans cette région sunnite. Nous avons toujours vécu en paix, mais maintenant ces talibans nous considèrent comme des infidèles», explique le doyen d'une famille de 30 personnes qui sont cloîtrées dans leur demeure entourée d'un haut mur de terre. Nous redoutons des attaques sur nos maisons. Une jeune femme erre dans la cour, désœuvrée: «J'enseignais dans un centre de formation pour femmes de Tank», raconte-t-elle. «Mais il est fermé depuis un mois, il a été attaqué à la roquette.» Quant à l'école de sa sœur de 11 ans, elle a été réquisitionnée par l'armée. La seule

ils leur ont acheté des femmes et leur ont donné beaucoup d'argent.» «Dans le Waziristan, il y a plus de 6000 talibans armés», raconte un fermier. La plupart sont des membres des tribus des montagnes, les Mehsuds et les Wazirs. Ces tribus ont aussi des commerces le long de la route, elles veulent contrôler la région. Et les autorités ne font rien. D'ailleurs, le chef local des paramilitaires appartient à la tribu des Mehsuds. Un policier de Tank confie, après avoir réclamé l'anonymat: «C'est désespérant, les criminels que nous arrêtons sont souvent relâchés dès le lendemain.»

La province de la Frontière nord-ouest est dirigée par des partis islamistes. Et le député de la région n'est autre que Maulana Faz-

lur Rehman, leader de l'opposition au Parlement, dont les madrasas ont formé les talibans dans les années 90. Son frère, un élu local, est aussi connu comme un «parrain» cupide et corrompu, impliqué dans les trafics locaux. Pendant deux ans, l'armée pakistanaise a mené des opérations militaires au Waziristan contre les combattants étrangers de al-Qaïda, Ouzbeks, Arabes, Tchétchènes et Tadjiks cachés dans les zones montagneuses. Une aventure désastreuse: 700 soldats sont morts ainsi que des centaines de civils. Des

«Nos enfants ne vont plus jouer dans les rues. Le soir, ils sont terrorisés quand ils entendent les coups de feu.»

accords de paix avaient finalement été signés en 2005 et 2006 avec les talibans locaux. «Depuis, ils contrôlent les zones tribales, les routes de la drogue et de la contrebande. Ils en ont profité pour se regrouper», estime un journaliste pakistanais. Les talibans afghans les aident. Et les madrasas se multiplient, il y a des camps d'entraînement, des recrutements de kamikazes.»

Après l'assaut contre la Mosquée rouge, les talibans du Nord-Waziristan ont affirmé avant-hier qu'ils ne respecteraient plus les accords de paix et qu'ils attaquaient les forces de sécurité. Le jour même, à Dera Ismail Khan, près de Tank, 26 personnes ont été tuées dans un attentat suicide commis contre un centre de recrutement de la police. Des milliers d'habitants excédés ont fui la région ces derniers mois.

Au-delà du fleuve Indus, une quinzaine de familles chiites, réfugiées chez un proche, s'entassaient dans une cour. «J'ai quitté Tank il y a un mois, raconte un homme, une roquette est tombée sur mon troupeau pendant la nuit.» «Nous avons tout laissé sur place. Personne ne nous protège, les policiers et les soldats sont tués, explique une vieille femme. Tout le monde déteste ces talibans, même les sunnites. Ce qu'ils font n'a rien à voir avec l'islam. Ce sont des criminels qui volent, pillent, tuent et kidnappent les gens.»

Libération

Violent séisme au Japon



SATOSHI OYAMA REUTERS

UN DES PLUS VIOLENTS SÉISMES des dernières années au Japon, de magnitude 6,8 sur l'échelle ouverte de Richter, a frappé hier la région de Niigata (centre), faisant au moins sept morts, un millier de blessés et d'importants dégâts matériels. Il a provoqué un incendie dans une centrale nucléaire. Une très légère fuite radioactive a été détectée mais ne présente pas de danger, selon la société d'électricité qui exploite la centrale. La secousse a ébranlé la mégapole de Tokyo et une grande partie de l'île principale de Honshu et elle a été suivie de dizaines de répliques, certaines puissantes. Un violent séisme de 6,6 a été enregistré hier soir à Kyoto. Le principal tremblement de terre a entraîné des minisismes d'une hauteur de 50 centimètres et été suivi de nombreuses répliques, dont la plus puissante a atteint 5,6 sur l'échelle de Richter. La zone la plus touchée est le port de Kashiwazaki (sur la photo), une ville de 100 000 habitants située au bord de la mer du Japon. - AFP

L'affaire Litvinenko

La Grande-Bretagne expulse quatre diplomates russes

Londres — Les autorités britanniques ont décidé d'expulser quatre diplomates russes en poste à l'ambassade de la Russie à Londres, une décision qualifiée par Moscou d'«immorale» et de «provocante».

Ces expulsions sanctionnent le refus de Moscou d'extrader l'espion Andreï Lougovoï, principal suspect dans l'assassinat, l'an dernier à Londres, de l'ancien agent du FSB (ex-KGB) Alexandre Litvinenko.

«Nous avons choisi d'expulser quatre diplomates, quatre diplomates précis, afin d'adresser un signal clair et proportionné au gouvernement russe quant à la gravité de cette affaire», a déclaré le secrétaire au Foreign Office, David Miliband, qui s'est félicité du soutien apporté dans ce dossier par l'Union européenne (UE).

«Nous discuterons avec nos partenaires de la nécessité d'une rencontre UE-Russie où nous pourrions exprimer notre préoccupation dans cette affaire.»

Miliband, qui s'est entretenu dans la journée par téléphone avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, a souligné que cette mesure ne se voulait pas antirusse. «C'est une situation que le gou-

vernement n'a pas cherchée et qu'il juge néfaste. Mais nous n'avons pas d'autre choix que d'y faire face», a-t-il expliqué dans un discours prononcé au Parlement.

Londres a également décidé de suspendre les négociations avec la Russie sur l'assouplissement des conditions d'obtention de visa.

«La position de Londres est immorale», a déclaré aux journalistes à Moscou le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Kamynine. «De plus, à Londres, ils devraient bien comprendre que de telles actions provocantes, orchestrées par les autorités britanniques, ne resteront pas sans réponse et ne peuvent avoir que de graves conséquences pour les relations russo-britanniques.»

Kamynine a ajouté que Lavrov avait fait connaître le point de vue russe à Miliband lors de leur conversation téléphonique.

Il n'a pas précisé quel type de mesures de représailles Moscou pourrait prendre, mais, à l'époque de la Guerre froide, de telles expulsions de diplomates entraînaient des mesures symétriques du côté russe. Le dernier renvoi mutuel de diplomates entre les deux pays remonte à 1996.

Londres a jugé inacceptable le

refus russe d'extrader Lougovoï, et les services du premier ministre Gordon Brown ont déploré une décision «extrêmement décevante».

Lougovoï, ancien agent des services secrets russes, a été inculpé en mai par la justice britannique pour l'empoisonnement de Litvinenko, un opposant à Vladimir Poutine qui a succombé à un empoisonnement au polonium 210, un isotope radioactif, en novembre dernier à Londres.

Reuters

EN BREF

Libye: examen reporté

Tripoli — La justice libyenne, qui devait débattre hier en dernière instance du sort des infirmières et du médecin bulgares condamnés à mort en Libye, a repoussé à aujourd'hui l'étude de cette affaire, pour laquelle le règlement pratique de l'indemnisation offerte aux familles restait en suspens. Le Conseil supérieur des instances judiciaires a le pouvoir de modifier ou même d'annuler le verdict de la Cour suprême, qui a confirmé mercredi dernier la condamnation à mort des six praticiens, accusés d'avoir inoculé le virus du sida à 438 enfants de Benghazi, deuxième ville de la Libye, dont 56 sont décédés. Selon une source proche du dossier, le Conseil a reporté l'examen dans l'attente d'un document signé par les familles des enfants contaminés par le virus de sida, dans lequel elles devaient affirmer leur acceptation d'une indemnisation en contrepartie d'un renoncement à la peine capitale. Ces familles avaient déclaré dimanche avoir accepté un dédommagement d'un million de dollars par victime.

La Fondation Kadhafi, qui conduit les négociations avec les familles, a indiqué hier matin être toujours à l'œuvre pour accélérer la procédure. - AFP

Londres rapatrie des soldats d'Irak

Londres — La Grande-Bretagne compte rapatrier dans les semaines à venir 500 de ses 5500 soldats actuellement déployés dans le sud de l'Irak et déterminera ensuite le calendrier de retrait du restant de ses troupes, a déclaré lundi le secrétaire à la Défense, Des Browne. «Nous en sommes arrivés au point où, actuellement, nous avons 5500 soldats en Irak et si, comme nous le prévoyons, nous arrivons dans les prochaines semaines à confier le contrôle de la sécurité du Palais de Bassorah aux Irakiens, nous pourrions encore en retirer 500», a déclaré Browne au Parlement. Les forces britanniques sont déployées principalement dans la province de Bassorah, grand centre pétrolier dans le sud du pays. Récemment, le nombre de soldats britanniques en Irak était déjà passé de 7000 à 5500. - Reuters

MON PREMIER VOCABULAIRE DE BASE

Nathalie ELLIOTT

Mon premier vocabulaire de base
Mon deuxième vocabulaire de base
Mon troisième vocabulaire de base

1^{er} cycle • (96 p.) • 13,60 \$
2^e cycle • (192 p.) • 16,75 \$
3^e cycle • (224 p.) • 18,85 \$

GUERIN, éditeur 11e
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ACTUALITÉS

COMBATTRE

SUIVE DE LA PAGE 1

arbitraires et espérer qu'ils seront respectés.» Or, la porte de sortie pourrait bien venir en partie de l'armée nationale afghane. En entrevue avec *Le Devoir* le 27 juin dernier, le chef d'état-major de la Défense, Rick Hillier, a soutenu que le Canada allait se concentrer de plus en plus sur ce rôle d'entraînement. Dans les prochains mois, le Canada triplera le nombre de soldats affectés à la formation de l'armée afghane à Kandahar, là où les troupes de l'OTAN et les militaires afghans traquent ensemble les talibans. Actuellement de 65, le nombre de soldats-instructeurs passera à plus de 200, a annoncé Rick Hillier.

«Nous allons prendre tous les moyens possibles pour que les talibans ne reprennent pas le dessus, et un de ces moyens, c'est de s'assurer que l'armée nationale afghane soit efficace, a dit le chef d'état-major. Depuis 2002, on se concentre beaucoup sur la formation de base de l'armée afghane, mais là, on passe tranquillement aux opérations concrètes sur le terrain. C'est un gros changement et il faut les aider. Ultérieurement, c'est l'armée afghane qui va empêcher les talibans de revenir.» Dans la province de Kandahar, Rick Hillier espère que de 3500 à 5000 soldats afghans seront pleinement opérationnels le printemps prochain. «Je pense que le gros des combats contre les talibans l'été prochain sera mené par l'armée afghane», a-t-il dit. Des propos qu'il a répétés au *Toronto Star* le 12 juillet dernier.

L'influence du Québec

Selon Michael Byers, professeur de géopolitique internationale à l'Université de la Colombie-Britannique, le gouvernement Harper commence à changer de discours au bon moment, puisque le départ de 2000 soldats québécois de Valcartier vers Kandahar n'augure rien de bon au point de vue politique. «L'impopularité de la mission au Québec est un gros problème pour Harper, qui veut faire des gains électoraux dans cette province. Si les morts se multiplient, ça va devenir dangereux, car sans le Québec il n'aura jamais une majorité aux Communes», dit-il.

Selon Michael Byers, il ne serait pas étonnant de voir moins de combats intenses dans les six à neuf prochains mois. «Si j'étais Harper, je demanderais aux militaires de mettre la pédale douce pendant que les gars du Québec sont là, question de ne pas subir trop de pertes qui vont nuire au gouvernement», dit-il.

Les derniers coups de sonde sont unanimes: entre 60 et 70 % des Québécois s'opposent au déploiement des troupes en Afghanistan, une proportion largement supérieure à celle dans le reste du pays, qui est plutôt divisé sur la mission. Pourtant, l'incidence du déploiement de Valcartier ne s'est toujours pas fait sentir, estime Jean-Marc Léger, président de Léger Marketing. Les soldats québécois qui quittent le pays ces jours-ci (et jusqu'à la fin août) seront déployés durant six à neuf mois en terrain hostile. «Quand les noms francophones comme Tremblay, Gagnon ou Poirin vont revenir dans des cercueils, ça va faire mal», dit Jean-Marc Léger. La cote de popularité du gouvernement Harper au Québec, qui s'élevait à 56 % dans le sondage Léger Marketing-*Le Devoir* du 29 mai dernier, devrait chuter, selon lui.

La faible popularité de la mission au Québec pourrait également avoir des conséquences tragiques, estime l'historien militaire Jack Granatstein, qui est membre de l'Institut canadien des affaires étrangères et de la défense. «Je pense que les talibans vont délibérément cibler les gars de Valcartier, sachant que la mission au Québec est impopulaire et que l'engagement du Canada pourrait vaciller plus facilement», dit-il. En effet, depuis deux ans, les services de renseignement en Afghanistan et les soldats canadiens à Kandahar ont eu la preuve à plusieurs reprises — notamment en trouvant des documents dans les repaires talibans et en faisant de l'écoute électronique — que les insurgés et leurs alliés d'al-Qaïda sont très au fait des débats politiques dans les différents pays de l'OTAN. Internet, en particulier, est scruté à la loupe par les talibans.

Le Québec à part

Les militaires et fonctionnaires affectés à la section de la recherche d'opinion publique au ministère de la Défense, à Ottawa, sont bien au parfum de la tendance lourde au Québec. Chaque année, la firme CROP étudie en profondeur la perception des Canadiens et des Québécois envers les Forces armées. L'enquête d'opinion de cette année a été remise en mars 2007 au ministère de la Défense. Plus de 2700 personnes ont été interrogées dans le cadre de cette recherche (la marge d'erreur est de 2 %).

Le verdict est clair, selon le président de CROP, Alain Giguère, qui pilote ce type d'étude depuis 15 ans pour les Forces armées. «Sur le plan qualitatif, la perception de l'armée est bonne d'un océan à l'autre, avec 53 % d'opinions favorables ou très favorables. Mais c'est sûr qu'au Québec le nombre de gens qui perçoivent favorablement les Forces canadiennes est plus faible qu'ailleurs. Historiquement, cela a toujours été le cas. Les Québécois savent que, dans l'armée, on ne met un gun dans les mains et qu'on peut avoir à l'utiliser. Au Québec, on n'est pas prêt à ça. Risquer sa vie pour le pays, ce n'est pas notre genre», explique au *Devoir* Alain Giguère.

Le président de CROP estime que l'appui plus faible de la mission au Québec aura un effet politique certain dans les mois à venir. «Même chez ceux qui appuient la mission au Québec, la conviction est plus fragile qu'ailleurs au pays, soutient Alain Giguère. Je n'ai aucun doute que le soutien à la mission au Québec va dégringoler plus vite qu'ailleurs si les morts s'accumulent.»

L'enquête de CROP permet également de constater que le Québec perçoit différemment le rôle des Forces canadiennes. Dans la conclusion de sa vaste enquête, la firme de recherche écrit: «Quant au rôle qu'on favorise pour les forces, les points de vue sont fondamentalement partagés. D'une part, environ 40 % sont d'avis que la défense et la sécurité devraient constituer le rôle majeur des Forces canadiennes. Tandis qu'un autre 40 % estiment que la raison d'être des Forces devrait s'articuler autour de l'aide humanitaire en cas d'urgence ou encore au maintien de la paix.»

Ce choc entre une vocation «plus traditionnelle» et une vocation «plus humaniste» et «postmoderne» des Forces n'est pas aussi fort au Québec, affirme Alain Giguère. «Les deux blocs sont de plus en plus campés sur leurs positions, mais au Québec la majorité des gens optent pour la vocation plus humaniste. Ce n'est pas aussi divisé que dans le reste du pays», dit-il. Cette perception des Forces canadiennes au Québec, alors que le Canada ne fournit plus de Casques bleus depuis dix ans, pourrait expliquer une partie de l'opposition à la mission afghane, où le rôle canadien de pays combattant pour pacifier la région de Kandahar est bien visible et heurte la vision québécoise de l'armée, soutient le sondeur.

Le Devoir

SUIVE DE LA PAGE 1

interarmes, c'est-à-dire de l'ensemble des militaires canadiens en Afghanistan.

«Les Afghans et les partenaires américains, britanniques et hollandais ne verront pas de différence, même si nous, nous pouvons la percevoir, a dit cet officier lors d'un point de presse. La différence ne sera que culturelle. La doctrine, la tactique et les procédures sont les mêmes dans tous les régiments canadiens.»

En fait, plusieurs membres du Royal 22^e se trouvent déjà en Afghanistan. C'est le cas du lieutenant colonel Trudel lui-même. C'est aussi le cas des quelque 120 soldats qui œuvrent au sein de l'Équipe provinciale de reconstruction.

Des civils québécois ou canadiens-français vaquent aussi à diverses tâches sur la base militaire envahie par le sable et la poussière, par exemple derrière le comptoir du restaurant Tim Horton's ou dans le centre de loisirs canadien.

Mais l'arrivée de plus de 2000 soldats francophones du Québec contribuera sans doute à changer l'ambiance qui règne dans cette ville artificielle où se côtoient de 10 000 à 12 000 militaires. Ces derniers sont originaires de plusieurs des 37 pays participant à la FIAS, la force de l'OTAN, mais on y compte une nette majorité d'Américains, de Britanniques et de Canadiens, dans cet ordre.

Après s'être remis de leur long voyage, les soldats de Valcartier passeront les prochains semaines à se familiariser avec leur nouveau théâtre d'opérations, apprenant des militaires qu'ils sont appelés à remplacer.

Ce n'est pas la première fois qu'un contingent du Royal 22^e se rend en terre afghane. En janvier 2004,

KANDAHAR

près de 2000 hommes et femmes de ce régiment avait été déployés pendant six mois dans la région de Kaboul, la capitale de l'Afghanistan.

D'abord déployée dans le nord du pays, la FIAS a ensuite vu son champ d'action s'étendre vers l'ouest, puis vers le sud pachtoun, qui est considéré comme le fief des talibans.

Depuis 2002, près de 15 000 militaires canadiens se sont succédés en Afghanistan.

Le Devoir

«Tir ami»: le sort du pilote américain est entre les mains de son commandant

Ottawa — Le sort du pilote américain qui a, par erreur, ouvert le feu sur des soldats canadiens en Afghanistan, l'automne dernier, faisant un mort et 30 blessés, a été remis entre les mains de son commandant, a fait savoir hier l'armée de l'air américaine.

Une enquête interne menée par les autorités américaines a permis de déterminer que le pilote, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, était responsable de l'incident qui a coûté la vie au soldat Mark Anthony Graham, 33 ans, un ancien athlète olympique de Hamilton, en Ontario, le 4 septembre 2006.

Une version censurée du rapport américain, rendue publique hier, révèle que le pilote de l'avion de chasse A-10A Thunderbolt II a tiré 180 cartouches explosives de 30 millimètres en direction de ce qu'il croyait être la fumée résiduelle d'une bombe qu'il venait de larguer.

Des membres du 1^{er} Bataillon du Royal Canadian

Soixante-six d'entre eux y ont perdu la vie, la très grande majorité dans la province de Kandahar, où l'armée canadienne est présente depuis un an et demi.

Les troupes fraîchement arrivées seront réparties entre l'Équipe de reconstruction provinciale, la base située près de l'aéroport de Kandahar et un certain nombre de postes avancés.

Le pilote, qui avait retiré ses lunettes de vision nocturne, a donné l'assaut même si le soleil levait et les conditions météorologiques l'empêchaient de voir le sol. Les conclusions de l'enquête américaine sont similaires à celles d'une enquête canadienne, qui ont été rendues publiques vendredi dernier.

Le major John Eloff, porte-parole de l'armée de l'air américaine, a indiqué que maintenant que l'enquête était complète, le commandant du 81st Fighter Squadron devra décider si les preuves sont suffisantes pour accuser le pilote de négligence.

Presse canadienne

KIRKOUK

SUIVE DE LA PAGE 1

En outre, la perspective d'un référendum avant la fin de l'année sur l'adhésion ou non de Kirkouk au gouvernement régional autonome du Kurdistan accentue les crispations dans la région.

Avant l'attentat, des officiers américains basés à Kirkouk avaient évoqué «un niveau de violence acceptable» pour l'Irak, avec des explosions d'engins piégés, des enlèvements et des échanges de coups de feu, mais jamais d'attaque d'une telle ampleur.

Comme c'est le cas à Bagdad, deux communautés minoritaires à Kirkouk — les Arabes et les Turcomans — boycottent le gouvernement, estimant qu'ils sont victimes d'injustices et qu'ils profitent très peu des richesses du pays.

De plus, des Arabes sunnites insurgés ont pris racine dans les villages ruraux du sud-ouest, où des membres d'al-Qaïda ont trouvé refuge après avoir fui les assauts des militaires américains, accentués par des renforts supplémentaires dans la région de Bagdad.

Les Kurdes de Kirkouk, chassés de leurs terres dans les années 1970 par le régime de Saddam Hussein, dominé par les sunnites, y sont revenus en force après la chute de l'ancien président en 2003 et ils aimeraient voir leur ville rejoindre le Kurdistan autonome.

De leur côté, les Arabes sunnites — dont bon nombre sont venus habiter la région dans les années 1970, encoura-



SLAHALDEEN RASHEED REUTERS

Le cratère laissé par l'explosion d'un camion piégé au marché de Kirkouk.

gés par l'ancien régime — et la communauté très ancienne des Turcomans veulent repousser le référendum jusqu'à ce que le pays retrouve un certain stabilité. Ces derniers «sont préoccupés par le référendum, car ils pensent que s'il a lieu, Kirkouk va devenir une partie du Kurdistan. Ils s'attendent à être victimes de marginalisation et de discrimination», explique un représen-

tant turcoman du conseil provincial, Tahsin Kahya.

Nombre de Turcomans estiment que la domination déjà exercée par les Kurdes dans la ville est un avant-goût de ce qui les attend si Kirkouk rejoint le Kurdistan autonome. «Ils disent que c'est une démocratie, mais les Kurdes contrôlent tout. Ils sont la nouvelle dictature, le nouveau Saddam», peut-on lire

dans un journal arabe dont le rédacteur a conservé l'anonymat par crainte de représailles.

De telles idées sont partagées dans d'autres parties du pays, où de nombreux Arabes sunnites — qui n'ont jamais partagé les recettes pétrolières sous Saddam Hussein — pensent que le nord du pays riche en pétrole est déjà aux mains des Kurdes.

Les Kurdes, qui occupent déjà les postes-clés de maire, de gouverneur et de chef de la police à Kirkouk, ainsi que la plupart des sièges de l'assemblée provinciale, ont demandé au premier ministre Nouri al-Maliki que le référendum se tiennent avant le 31 décembre, comme le prévoit l'article 140 de la Constitution.

Offensive

L'offensive entamée hier dans une région agricole proche de Bagdad vise à enrayer l'afflux d'armes et de combattants islamistes dans la partie sud de la capitale, où les forces américaines et irakiennes ont le plus grand mal à les repousser, a fait savoir l'armée américaine.

Des troupes aéroportées se sont déployées avant l'aube dans une zone considérée comme un repaire d'al-Qaïda, aux abords de la vallée de l'Euphrate, à 35 km au sud de Bagdad.

Ce secteur, sillonné de canaux, a été précédemment le théâtre de combats intenses entre forces américaines et activistes. Un raid aérien au moins a été effectué dans les premières heures de l'opération, a déclaré un porte-parole militaire.

Agence France-Presse et Reuters

JOYAU

SUIVE DE LA PAGE 1

Son père, un chasseur émérite, y avait construit un campement pour sa famille, avec vue sur le cratère. «La région était toute cour arrière», raconte-t-il. Lorsqu'il a aperçu «l'œil» pour la première fois, il devait avoir 15 ou 16 ans. La légende disait qu'un immense trou parfaitement rond s'était formé dans la toundra «pour un monde meilleur». Il était aussi connu que les poissons du lac étaient indésirables, avec leurs grosses têtes et leurs petits corps. En raison de la quasi-inexistence d'algue et de nourriture, les poissons ne mangent pas à leur faim et se livrent au cannibalisme.

Sur 88 km de toundra, les sentiers qui mènent de Kangiqsujuak jusqu'au lac Laflamme, à 3 km du cratère, sont déjà balisés par des Inukshuks, ces petits «hommes» de pierre qui servent de repères géographiques. Sept refuges sont en construction sur ce territoire de 1133 km² (à titre comparatif, le parc du Mont-Tremblant fait 1510 km²). Tout sera fin prêt pour l'inauguration officielle en novembre. «On ne veut pas partir en fou dans le développement. Ce n'est pas comme un parc au Sud, où l'on peut avoir facilement de l'expertise», insiste Robert Fréchette, le directeur de ce parc national. Ce photographe de presse et cofondateur de l'Agence Stock à Montréal a eu le coup de foudre pour le Nord. Quinze ans plus tard, il y est toujours, rivalisant d'idées pour faire partager ses beautés au grand public. Mais il tient mordicus à sa priorité: la conservation.

Un parc cobaye

C'est d'ailleurs dans cette optique que la Convention de la Baie James et du Nord québécois prévoyait, à sa signature en 1975, la création d'aires protégées au nord du 55^e parallèle. Ce parc national créé en 2004 est l'un des deux seuls au Québec à avoir plus de 1000 km². Depuis l'adoption de la Loi sur les parcs en 1977, neuf des 22 parcs nationaux créés font moins de 60 km². «L'objectif du ministère est toujours de protéger 8 % du territoire du Québec d'ici 2008», confirme Pierre Millette, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

L'autre idée derrière la création de cet immense parc, qui a coûté 3,4 millions, était de donner un coup de pouce à l'économie de la région. Pour l'heure, la municipalité de Kangiqsujuak connaît un développement économique plutôt médiocre. Bien qu'environ 25 résidents de la communauté travaillent à la mine Raglan, une importante mine de nickel et de cuivre, le salaire annuel moyen des habitants est de 18 000 \$, contre 21 000 \$ pour la région. Robert Fréchette a bon espoir que le tourisme saura insuffler un peu de dynamisme économique dans le village. «On pense que ça va attirer des touristes qui vont acheter des produits locaux. On aimerait que la Corporation foncière prenne en main tout ce qui est adjacent au parc pour emmener les gens à la pêche aux moules, proposer des tours de bateau, offrir des randonnées de motoneige et la location de kayak...», indique-t-il. Il y a même un terrain de golf en cours d'aménagement, avec des vert... faits en pneus recyclés. «C'est un banc d'essai. Il ne faudra pas se tromper», ajoute-t-il en parlant du parc des Pingualuit, premier d'une série de cinq au Nunavik.

Un parc à défis multiples

Pierre Gaudreault, directeur général d'Aventure Écotourisme Québec, applaudit cette initiative. «C'est une bonne nouvelle, [...] c'est important de protéger des territoires», souligne-t-il. Ce n'est pas demain matin qu'il va y avoir 200 touristes. C'est sûr qu'il faut voir ça à long terme, sur peut-être 100 ou 200 ans. Pour lui, le gouvernement ne sombre pas dans la démesure en voulant créer quatre autres parcs — celui des Lacs-Guillaume-Delisle-et-à-L'Eau-Claire aura une superficie presque aussi grande que la Belgique — au nord du 55^e parallèle. «Ça va être gérable, la pression humaine sur ces territoires n'est pas aussi grande que pour les parcs accessibles», poursuit-il.

D'ailleurs, le territoire est si hostile que même les Inuits peinent à s'y retrouver. «Je me suis perdu tellement de fois que je ne les compte plus», précise Jaaka Jaaka. Il croit toutefois qu'il se trouvera toujours des gens pour s'y aventurer. «Le fait d'être seul avec le démon est très attirant», dit-il, en précisant qu'il veillera rigoureusement à évaluer la compétence des randonneurs.

N'empêche, comment garder un œil entre autres sur le braconnage et les coupes forestières interdites sur ces km² de beauté vierge? D'abord, le parc Pingualuit n'a pas ce problème puisque la ligne des arbres s'arrête bien avant le 61^e parallèle, fait remarquer Robert Fréchette. «Notre problème principal, c'est le trafic aérien. On s'y attaquera sérieusement», insiste-t-il, en précisant qu'il a déjà quelques compagnies aériennes dans sa mire. En juin dernier, un pilote d'hélicoptère méconnaissant visiblement le fragile écosystème du lac du cratère s'y est posé pour faire le plein à partir d'un jerrycan situé dans l'appareil. «C'est complètement fou», a lancé le directeur du parc, hors de lui. Il n'y a pas à dire, il tient à la pureté de l'œil de cristal comme à la prunelle de ses yeux...

Les déchets de la mine Raglan, située à proximité du cratère, pourraient présenter un danger latent pour l'environnement du parc. Des chercheurs de l'université Laval s'y sont intéressés et étudient présentement la composition de l'eau, les sédiments déposés au fond et la présence de métaux lourds dans les poissons du lac du cratère. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, mais le spectre de la contamination plane...

Pour sa part, par ses propres analyses, le gardien du parc, Jaaka Jaaka, a déjà noté la présence de métaux lourds dans la neige qu'il a recueillie l'hiver dernier. L'exploitation minière de la région y est sûrement pour quelque chose, mais la pollution vient de bien d'autres sources, croit-il. «Comme être humain, on peut tout sacrifier pour le développement économique ou dire qu'il n'y a pas de développement sans environnement», avance-t-il sagement. «Je me plains à dire que Pingualuit est le symbole de cette fragilité menacée.»

Le Devoir

À l'invitation de la commission scolaire Kativik, notre journaliste a passé trois semaines dans le Grand Nord québécois auprès d'adolescents inuits âgés de 13 à 17 ans qui participaient à un camp de science sur le réchauffement climatique.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390